

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

2^e trimestre 2023

- En Île-de-France, au 2^e trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi augmente (+0,9 % en catégorie A et +0,3 % en catégories A, B, C)
- Le taux de chômage diminue au 1^{er} trimestre 2023, à 6,6 % de la population active
- L'emploi salarié augmente légèrement au 1^{er} trimestre 2023 (+0,4 %)
- La baisse des demandes d'autorisation d'activité partielle se poursuit au cours du 2^e trimestre 2023
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmente légèrement entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2023.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- La prochaine publication sera disponible en novembre 2023 et portera sur le troisième trimestre 2023. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 954 520 en moyenne au *deuxième trimestre 2023*. Parmi eux, 593 620 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi augmente au *deuxième trimestre 2023* (+0,9 % après -2,5 %), soit - 5,8 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente également (+0,3 % sur le trimestre et -1,3 % sur un an). Sur le trimestre, la demande d'emploi des femmes stagne tandis que celle des hommes augmente. La demande d'emploi des moins de 25 ans connaît l'évolution la plus défavorable par rapport aux autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette hausse sont ceux de l'informatique et des télécommunications. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités contribuent à la baisse constatée sur l'année.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue moins fortement au *deuxième trimestre 2023* (-0,8 % après -2,7 % soit -8,5 % en un an).

Le taux de chômage, au sens du BIT, diminue au *premier trimestre 2023*, s'établissant à 6,6 % de la population active, contre 6,9 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi continue de diminuer mais moins fortement au *deuxième trimestre 2023* (-0,7 % après -1,8 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 52 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *deuxième trimestre 2023*. C'est plus qu'au trimestre précédent (47) mais bien moins qu'au deuxième trimestre 2022 (61).

Emploi

Au *premier trimestre 2023*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche dépasse les 2 millions en Île-de-France, soit +9,7 % de plus qu'au premier trimestre 2022.

Au *premier trimestre 2023*, l'emploi salarié augmente légèrement (+0,4 %).

Au *premier trimestre 2023*, un peu plus de 2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +0,2 % par rapport au trimestre précédent.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,3 % au *premier trimestre 2023*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *deuxième trimestre 2023*, environ 850 autorisations d'activité partielle ont été accordées, en baisse par rapport au trimestre précédent; ce nombre reste toutefois bien plus élevé qu'avant la pandémie.

Au *deuxième trimestre 2023*, 56 plans de sauvegarde de l'emploi et 25 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 5 340 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont proches de ceux observés au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre 2023

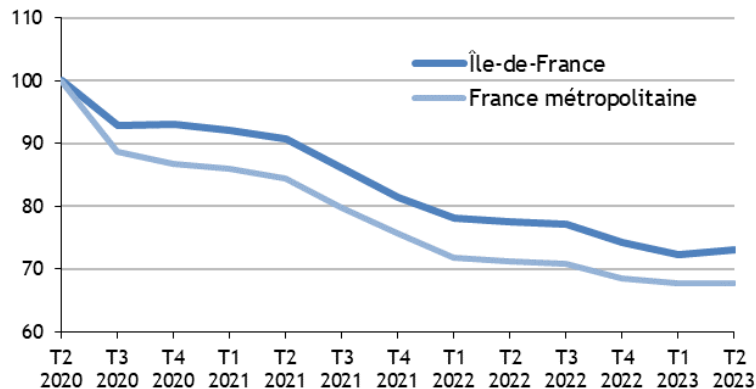
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 2^e trimestre 2023 augmente: +0,9 % en catégorie A et +0,3 % en catégories A, B, C (respectivement -5,8 % et -1,3 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) diminue (-0,7 % après +3,1 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue également (-0,7 % après +0,7 %).

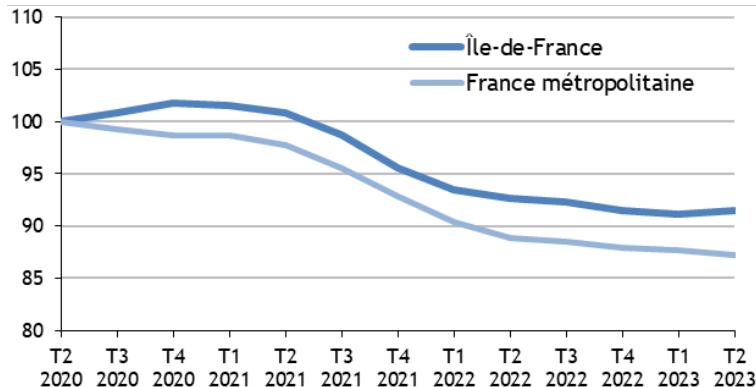
Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (catégorie D), diminue de nouveau (-0,2 % après +1,3 % au trimestre précédent).

2e trimestre 2023	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	593 620	2 799 530	0,9	-0,1	-5,8	-5,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	954 520	5 067 670	0,3	-0,4	-1,3	-1,9

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2020)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trimestre 2020)



Demande d'emploi et chômage

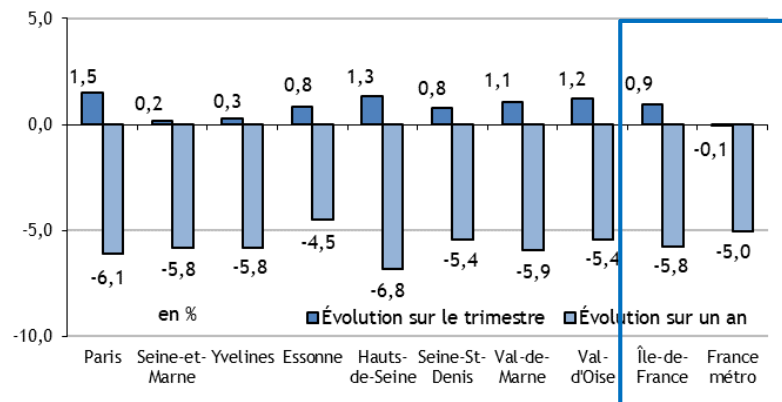
Les demandeurs d'emploi par département au 2^e trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans l'ensemble des départements de la région, notamment à Paris, alors qu'il diminue en France métropolitaine en catégorie A. Sur un an, c'est une baisse qui est enregistrée dans tous les départements, légèrement plus prononcée dans les Hauts-de-Seine (-6,8 % contre -5,8 % pour l'ensemble de la région).

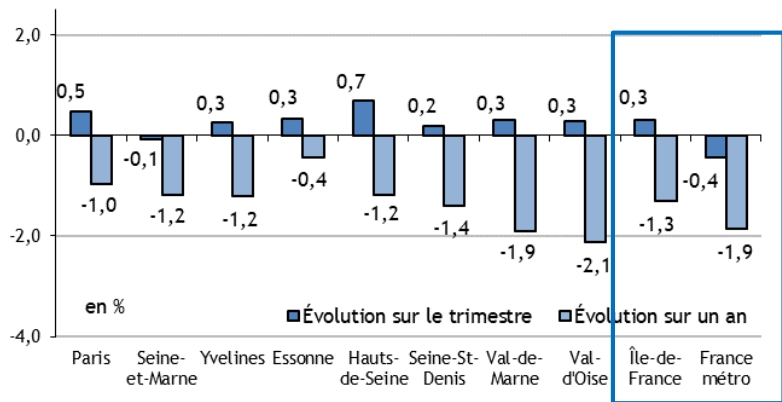
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne augmente de 0,3 % alors qu'elle diminue pour l'ensemble de la France sur le premier trimestre (-0,4 %). Seul le département de Seine-et-Marne enregistre une baisse (-0,1 %).

Données CVS-CJO 2e trimestre 2023	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	108 720	1,5	-6,1	187 250	0,5	-1,0
Seine-et-Marne	62 080	0,2	-5,8	102 250	-0,1	-1,2
Yvelines	60 540	0,3	-5,8	97 440	0,3	-1,2
Essonne	53 770	0,8	-4,5	87 790	0,3	-0,4
Hauts-de-Seine	69 480	1,3	-6,8	110 790	0,7	-1,2
Seine-St-Denis	108 060	0,8	-5,4	165 660	0,2	-1,4
Val-de-Marne	66 960	1,1	-5,9	104 370	0,3	-1,9
Val-d'Oise	64 020	1,2	-5,4	98 980	0,3	-2,1
Île-de-France	593 620	0,9	-5,8	954 520	0,3	-1,3
France métro.	2 799 530	-0,1	-5,0	5 067 670	-0,4	-1,9

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

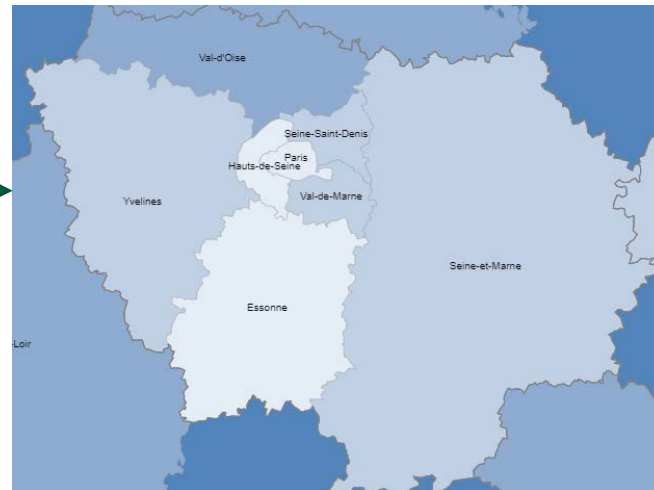
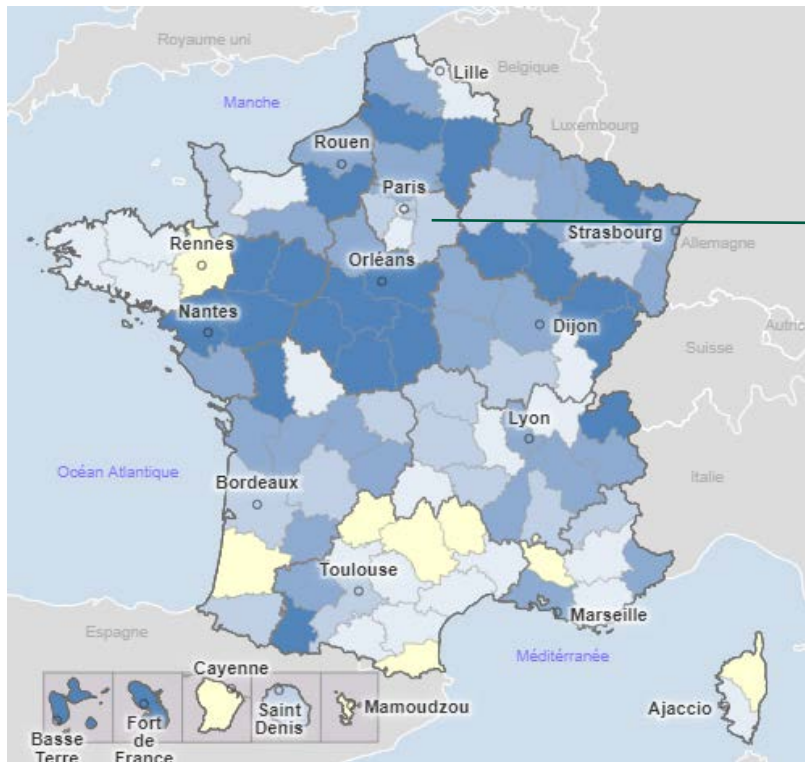


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2^e trimestre 2022 et le 2^e trimestre 2023 (en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 2^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

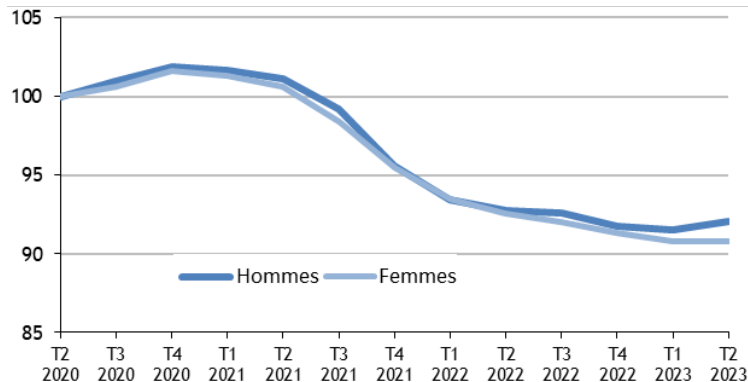
Sur le deuxième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C se stabilise pour les femmes alors qu'elle augmente pour les hommes (+0,6 %).

Sur un an, l'évolution est également plus favorable aux femmes (-1,9 % contre -0,7 % pour les hommes). Le constat est identique en France métropolitaine.

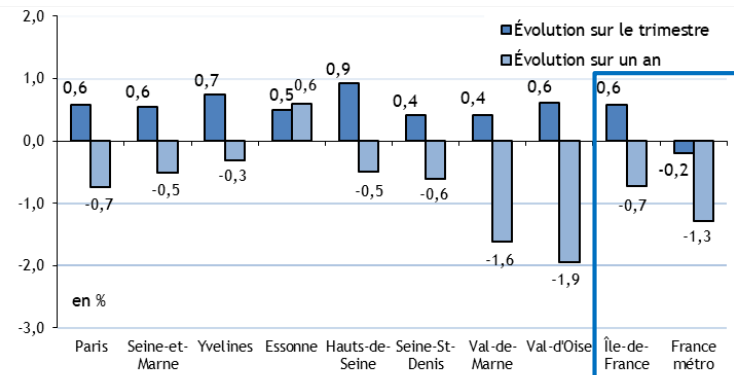
Ces évolutions contrastées s'observent dans tous les départements mais de façon moins marquée dans le Val-de-Marne et plus marquée en Seine-et-Marne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

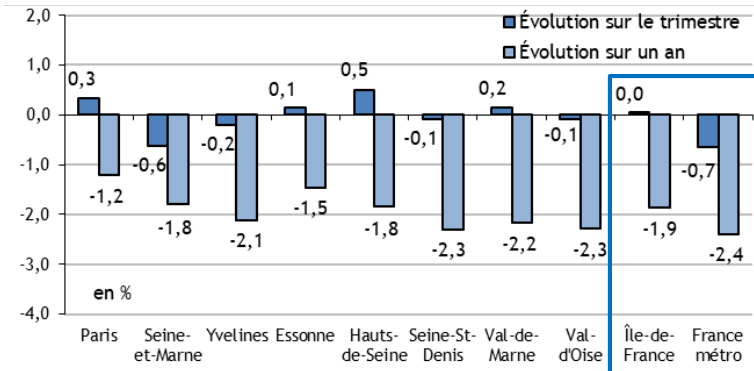
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2020)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

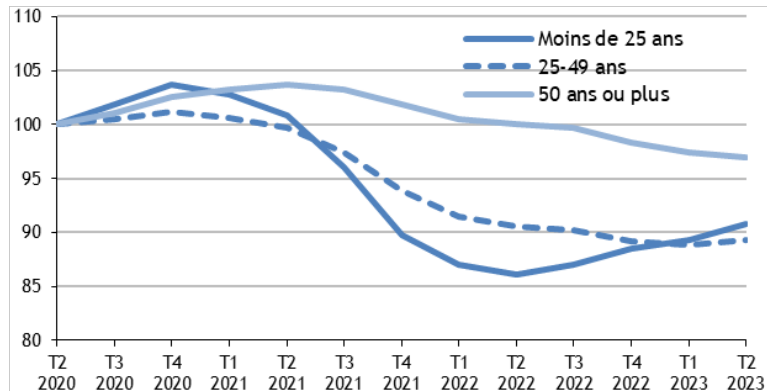
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour les moins de 25 ans et pour les 25-49 ans (respectivement +1,7 % et +0,4 %) alors qu'il diminue de 0,4 % pour les plus de 50 ans.

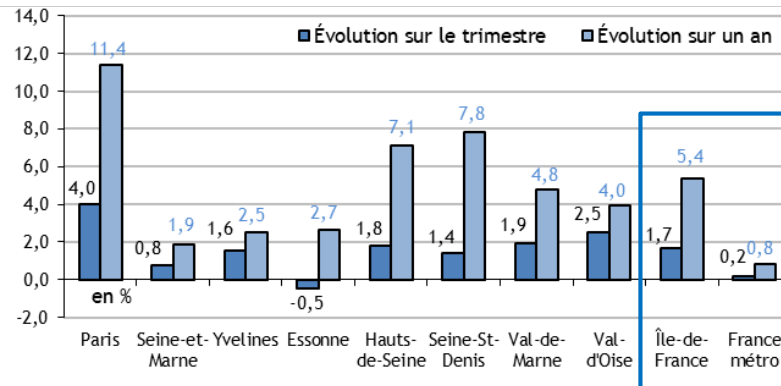
Sur un an, alors que la demande d'emploi des 25-49 ans et des plus de 50 ans diminue (respectivement -1,5 % et -3,1 %), elle augmente de 5,4 % pour les moins de 25 ans. Cette augmentation de la demande d'emploi des jeunes est particulièrement marquée à Paris (+11,4 % sur un an).

Malgré une diminution continue du nombre de demandeurs d'emploi seniors depuis deux ans, leur poids demeure important (27,8 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau du 2^e trimestre 2010.

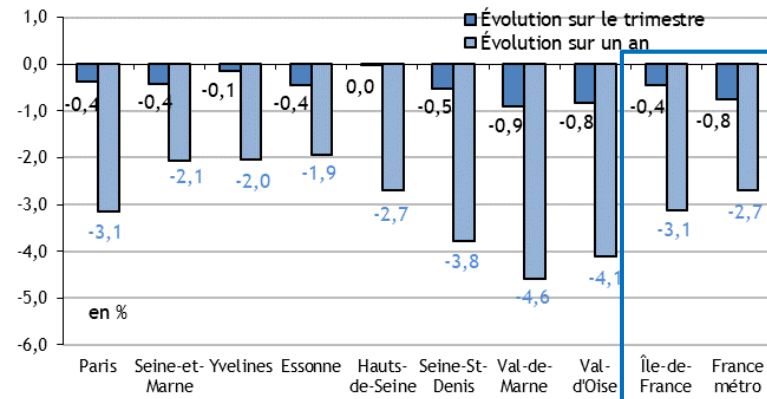
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2020)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 2^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

Au deuxième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C évolue de façon inégale selon les domaines professionnels.

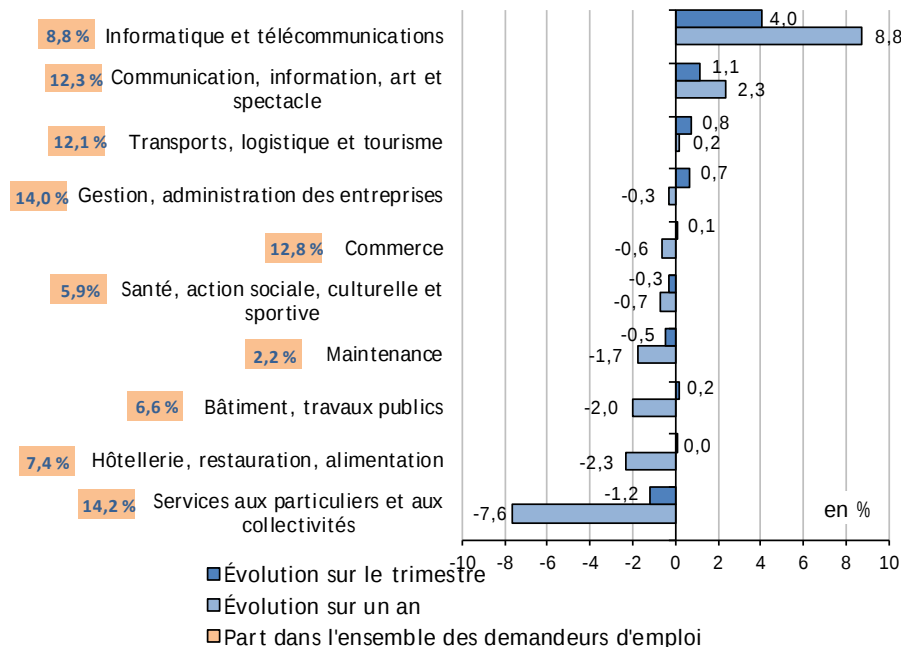
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et des communications et ceux de la communication, de l'information, de l'art et du spectacle enregistrent à nouveau des augmentations de la demande d'emploi (respectivement +4,0 % après +0,6 % et +1,1 % après +3,6 %).

En revanche, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...), recherchés par plus de 14 % des demandeurs d'emploi, sont ceux dont la demande a le plus fortement diminué (-1,2 % sur le trimestre et -7,6 % sur un an).

Sur le trimestre, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+2 980) sont celles des métiers de l'informatique et des télécommunications (+1 210) et de la communication, de l'information, de l'art et du spectacle (+1 350).

Sur un an, les contributions les plus fortes à la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (-12 510) sont celles des métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (-11 200).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 2^e trimestre 2023, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre stagne sur le trimestre et recule de 2,3 % sur l'année.

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 2^e trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus continue de diminuer au deuxième trimestre 2023 (-0,8 % après -2,7 %) tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente à nouveau (+1,2 % après +1,4 %). Les demandeurs de longue durée représentent 43,4 % des demandeurs franciliens, soit 0,5 point de moins qu'au trimestre précédent et plus de 3 points de moins qu'il y a un an.

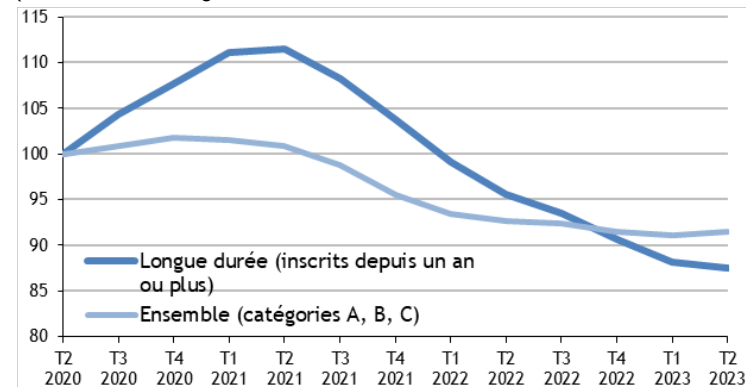
Au 1^{er} trimestre 2023, la durée d'inscription à Pôle emploi, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 300 jours, en baisse de 24 jours par rapport au 4^e trimestre 2022*.

* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, 10 mois consécutifs à pôle emploi - « Durée de chômage (3^e trimestre 2022) », Statistiques et indicateurs, février 2023, Pôle emploi.

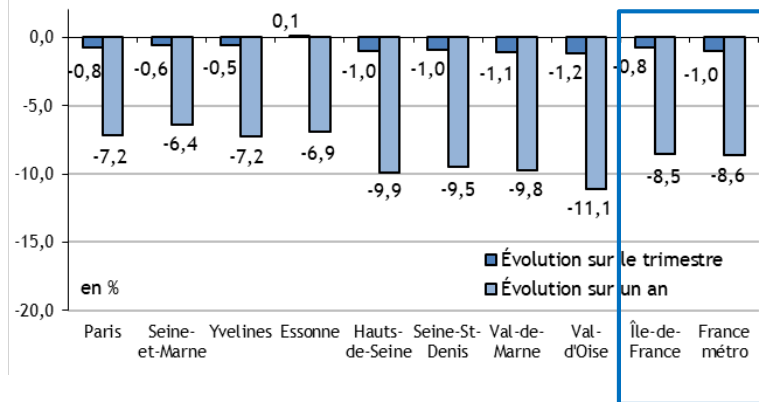
Un problème de réception de certaines informations par Pôle Emploi rend exceptionnellement indisponibles les données concernant les demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA pour ce trimestre.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 2^e trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

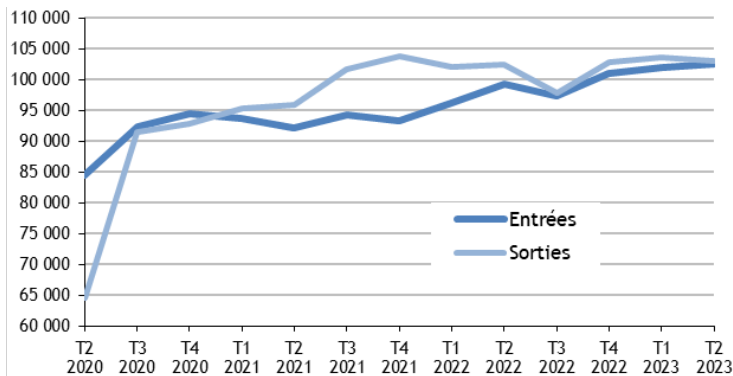


Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 2^e trimestre 2023

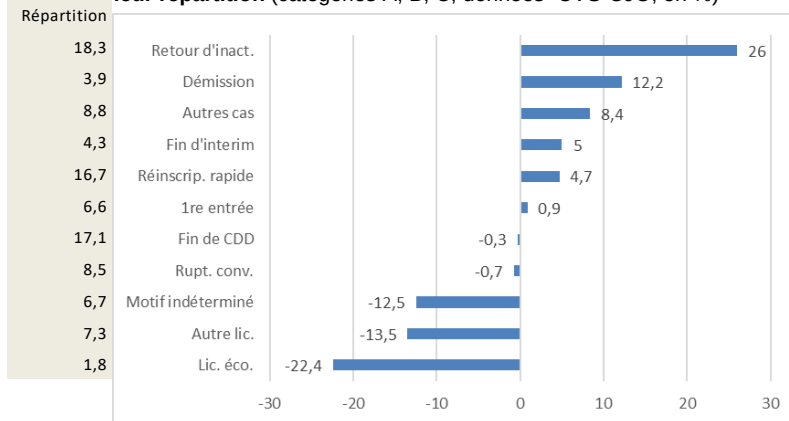
Entre le premier et le deuxième trimestre 2023, la hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une hausse des entrées (+0,5 %) couplée à une baisse des sorties (-0,6 %), des catégories A, B, C de Pôle emploi.

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+3,3 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour retour d'inactivité (+26,0 %) et démission (+12,2 %). Parallèlement, la hausse du nombre de sorties (+0,5 %) est surtout liée à des radiations administratives (+19,2 %) et à des défauts d'actualisation (+5,2 %).

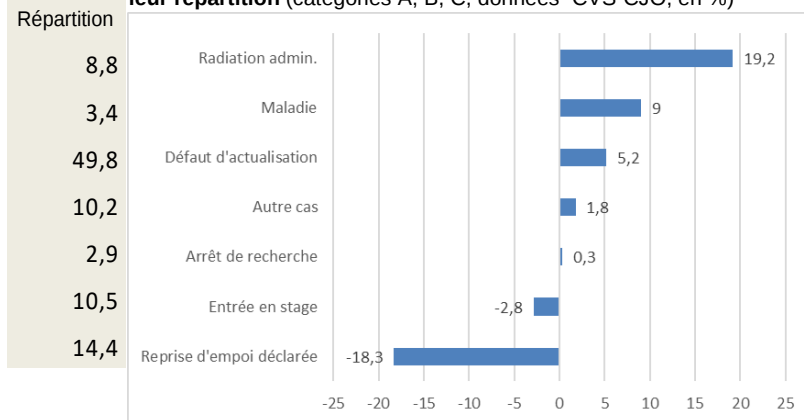
Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



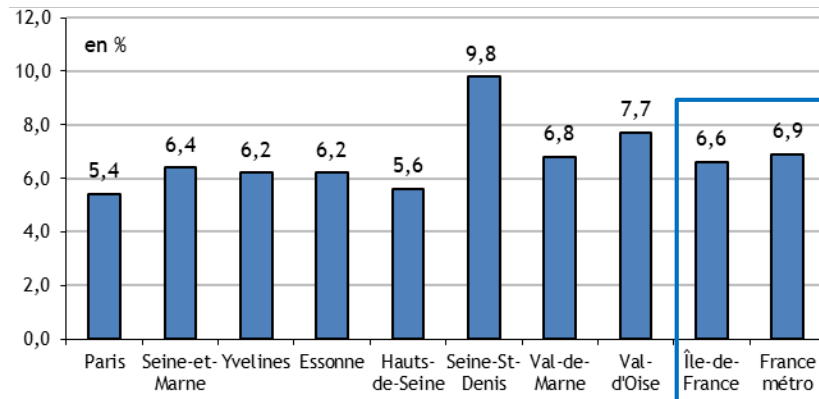
Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2023

Au premier trimestre 2023, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) perd 0,2 point par rapport au trimestre précédent, et s'établit à 6,6 % de la population active (Insee). À l'échelle de la métropole, ce taux reste stable à 6,9 % de la population active.

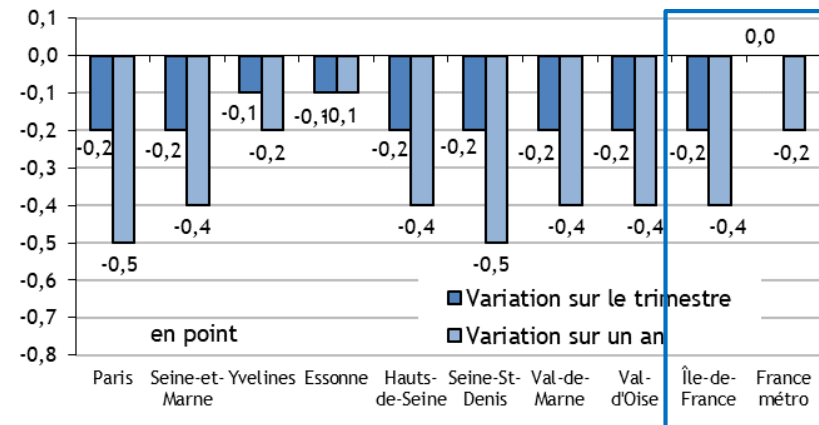
Le taux de chômage diminue dans tous les départements franciliens (de -0,2 à -0,1 point). Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (9,8 %), dans le Val-d'Oise (7,7 %) et le Val-de-Marne (6,8 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,4 %) et dans les Hauts-de-Seine (5,6 %).

L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain, qui s'était réduit après la crise sanitaire, augmente à nouveau du fait d'une quasi stabilité dans les autres régions métropolitaines (-0,1 à +0,1 point). Hormis la période 2003-2004, le taux francilien est traditionnellement inférieur à celui constaté en France métropolitaine depuis le début de la série en 1982.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2023
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 4^e trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 2^e trimestre 2023

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

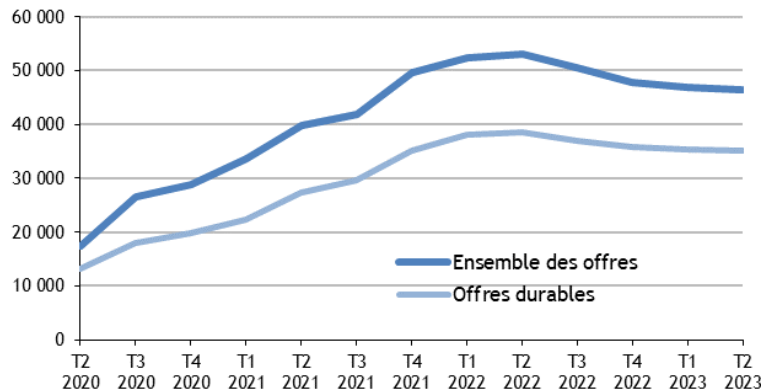
Au deuxième trimestre 2023, 46 520 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 35 090 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue moins fortement par rapport au trimestre précédent (-0,7 % après -1,8 %).

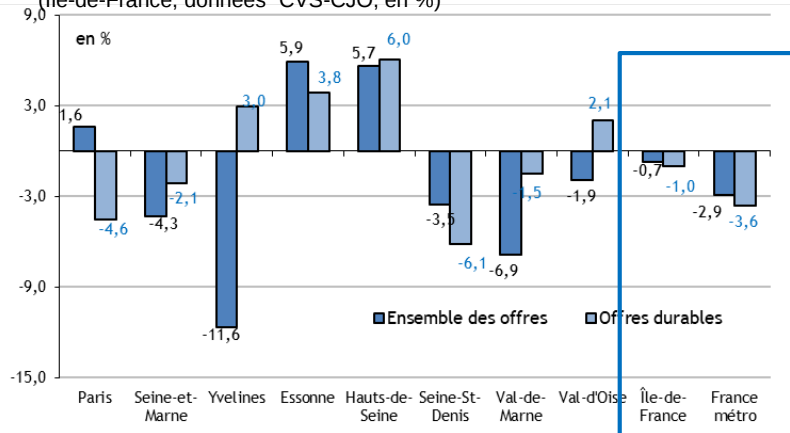
Au sein de la région, deux départements enregistrent de fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre : les Yvelines (-11,6 %) et le Val-de-Marne (-6,9 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées augmente nettement dans les départements de l'Essonne (+5,9 %) et des Hauts-de-Seine (+5,7 %).

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 2^e trimestre 2023

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,52 point en moyenne au deuxième trimestre 2023, soit 52 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

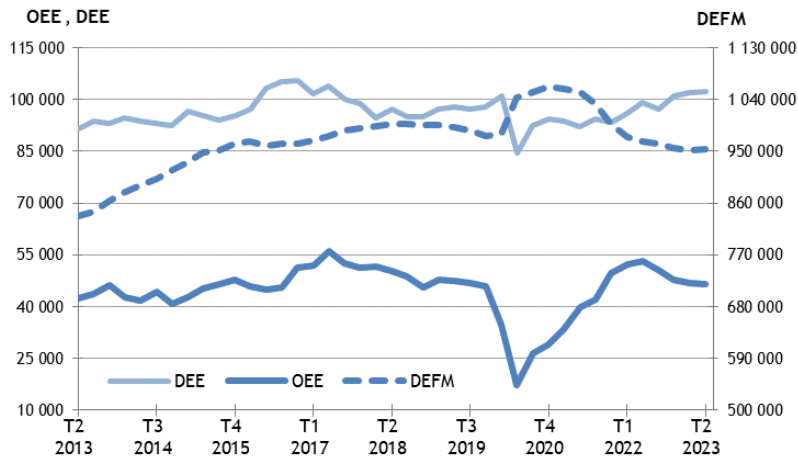
Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,09 point par rapport à celui du deuxième trimestre 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné de la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées (-12,3 %) et de la hausse du nombre de demandes enregistrées par Pôle emploi (+3,3 %).

Le taux d'écoulement* augmente très légèrement sur le trimestre : 56,4 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2023. Ce taux est quasiment identique à son niveau du deuxième trimestre 2022 (56,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 75,1 %. Il gagne 3 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (71,1 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (69,3 %) et inférieur à celui du deuxième trimestre 2022 (72,8 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 2^e trimestre 2023

Indicateurs de tension au 2 ^e trimestre 2023 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T2 2022 (1)	Taux de tension au T2 2023	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T2 2023 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T2 2023 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T2 2023	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T2 2023 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,99	1,04	96,8	56,2	6 831	2,6	5,0	66,8
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	3,08	2,00	84,3	59,3	9 767	-2,1	-34,1	70,5
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,30	1,45	87,4	57,0	4 693	-3,8	5,9	60,3
Conducteurs de véhicules	0,37	0,36	75,0	54,3	43 794	1,1	5,9	74,9
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,64	0,52	83,2	54,8	34 509	5,4	-8,7	72,9
Ingénieurs de l'informatique	1,00	0,83	98,0	55,8	18 353	10,8	-2,2	40,9
Personnels d'études et de recherche	0,58	0,60	92,3	59,7	6 210	0,5	9,2	64,5
Cadres de la banque et des assurances	0,19	0,29	92,9	52,2	3 373	1,6	64,8	74,4
Vendeurs	0,47	0,42	72,0	59,6	37 538	-3,8	-15,5	70,3
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,60	0,48	75,9	60,6	20 975	-3,2	-20,7	73,5
Agents de sécurité et de gardiennage	0,44	0,56	68,9	57,6	17 218	-12,1	46,4	79,6
Agents d'entretien	0,25	0,19	61,4	56,8	36 444	-7,8	-25,5	82,0
Professionnels des arts et des spectacles	0,13	0,25	36,1	36,4	92 422	2,1	103,0	77,0
Aides-soignants	0,49	0,48	84,6	60,2	13 085	-2,0	-0,7	73,2
Ensemble des familles professionnelles	0,61	0,52	75,1	56,4	940 642	-1,3	-13,7	71,1

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 1,04 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 2^e trimestre 2023, contre 0,99 au 2^e trimestre 2022 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 59,8 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre 2023.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le deuxième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 2^e trimestre 2023, le taux de tension francilien diminue mais reste supérieur à son niveau d'avant-crise.

Au deuxième trimestre 2023, les tensions sont élevées, quoi que en nette baisse par rapport au trimestre précédent, pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (2 offres pour 1 demande). 84,3 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 75,1 % dans l'ensemble des métiers. Sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (+0,15 point) et d'agents de sécurité et de gardiennage (+0,12 point). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont augmenté de 46,4 % en un an. Ces offres ont cependant l'un des plus hauts taux de satisfaction (79,6 %).

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 1^{er} trimestre 2023

Plus de 2 009 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au premier trimestre 2023 en Île-de-France, dont 478 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au premier trimestre 2023, le nombre de DPAE est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2022 : +9,7 % pour l'ensemble des contrats et +2,6 % pour les contrats durables. Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

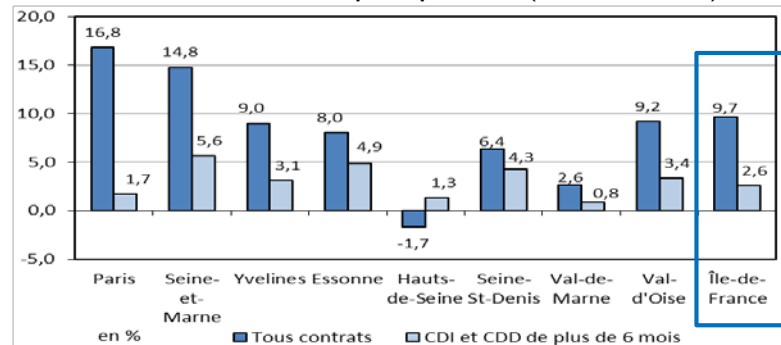
Au sein de la région, Paris et la Seine-et-Marne affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +16,8 % et +14,8 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans l'industrie (+6,0 %) que dans la construction (+3,5 %) ou les services (+2,8 %). Elles sont quasiment stables dans le commerce (-0,2 %).

Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (télécommunications, fabrication d'autres matériels de transport et hébergement) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (services d'information, industrie de l'habillement, publicité et études de marché)*.

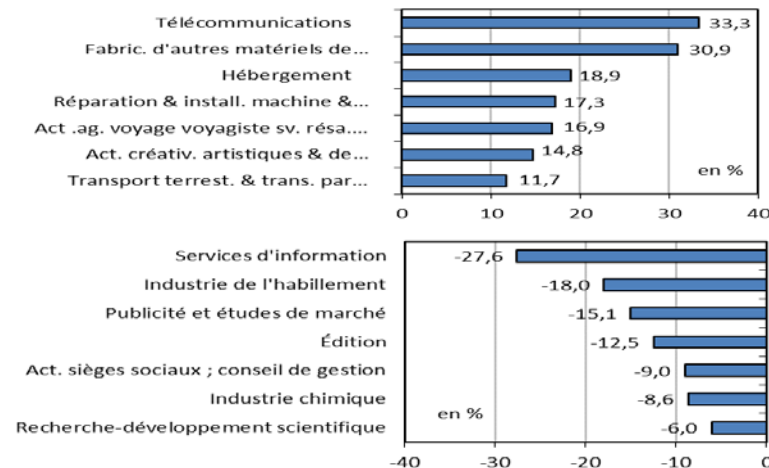
* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T1 2023 / T1 2022)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T1 2023 / T1 2022)

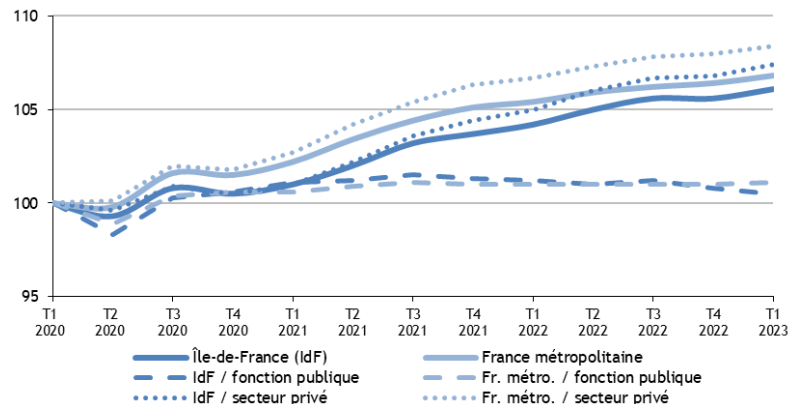


L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2023

Au premier trimestre 2023, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente : +0,4 % après +0,0 %, soit +25 500 emplois. Le tassement à la fin de l'année 2022 reste donc pour l'instant isolé parmi les évolutions d'après-crise. Cette augmentation suit celle du secteur privé (+0,6 % après +0,1 %). L'emploi du secteur public, de son côté, diminue (-0,3 % après -0,4 %). En France métropolitaine, l'emploi salarié privé et public sont tous deux en hausse (respectivement +0,4 % et +0,1 %, soit +0,3 % dans l'ensemble).

L'emploi salarié augmente dans tous les départements franciliens, de +0,1 point (Yvelines et Val-de-Marne) à +0,6 point (Paris). Dans les Yvelines, il s'agit de la première augmentation depuis le troisième trimestre 2021.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 1^{er} trimestre 2020)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2023	T1 2023 / T4 2022		T1 2023 / T1 2022	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 989 510	11 730	0,6	62 990	3,3
Seine-et-Marne	506 300	1 460	0,3	7 250	1,5
Yvelines	539 800	540	0,1	-2 220	-0,4
Essonne	492 000	1 670	0,3	3 140	0,6
Hauts-de-Seine	1 156 470	6 490	0,6	25 680	2,3
Seine-Saint-Denis	670 770	1 590	0,2	5 290	0,8
Val-de-Marne	555 050	660	0,1	2 330	0,4
Val-d'Oise	413 480	1 420	0,3	5 410	1,3
Île-de-France	6 323 370	25 550	0,4	109 880	1,8
France métro.	26 449 390	91 810	0,3	336 690	1,3

L'emploi salarié par secteur au 1^{er} trimestre 2023

Au premier trimestre 2023, l'augmentation de l'emploi salarié francilien (+0,4 % après +0,0 %, soit +25 500 salariés) est surtout due à la contribution des services marchands hors intérim.

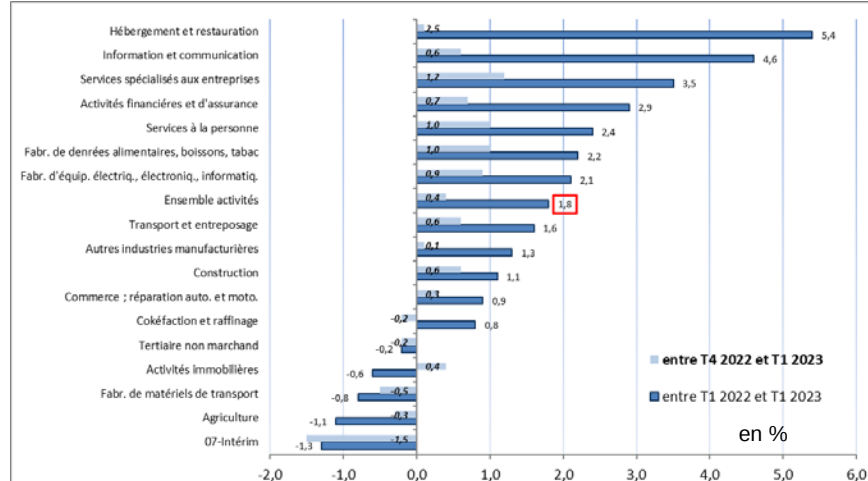
Les services marchands hors intérim augmentent et retrouvent leur rythme soutenu d'après crise (+0,8 % après +0,3 %, soit +25 200 salariés après +8 500). Notamment, dans les *Services spécialisés aux entreprises*, les *Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien* retrouvent notamment leur contribution nettement positive (+12 800 après +1 400). Le nombre de salariés augmente dans chacun des sous-secteurs.

L'emploi salarié dans l'industrie augmente légèrement (+0,2 % après +0,2 %, soit +900 salariés). Parmi l'industrie, l'emploi dans la *fabrication de matériels de transports* diminue à nouveau (-0,5 % après -0,8 %, soit -300 salariés), continuant, excepté une ponctuelle augmentation au troisième trimestre 2022, la dynamique baissière observée depuis 3 ans.

L'emploi salarié dans la construction augmente (+0,6 % après +0,2 %, soit +1900 salariés), au contraire de la France métropolitaine (-0,1 % après +0,1 %).

Celui dans le commerce augmente (+0,3 % après -0,4 %, soit +2 200 salariés), comme en France métropolitaine (+0,2 % après -0,3 %).

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T1 2023	T1 2023 / T4 2022		T1 2023 / T1 2022	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 710	-20	-0,3	-70	-1,1
Industrie	432 600	930	0,2	4 720	1,1
Construction	342 060	1 870	0,6	3 730	1,1
Commerce	744 350	2 190	0,3	6 550	0,9
Services marchands hors intérim	3 098 820	25 240	0,8	99 730	3,3
Tertiaire non marchand	1 573 820	-2 810	-0,2	-3 130	-0,2
Intérim	126 010	-1 860	-1,5	-1 660	-1,3
Secteur privé	5 146 640	28 750	0,6	118 150	2,3
Fonction Publique	1 176 730	-3 200	-0,3	-8 270	-0,7
Ensemble des secteurs	6 323 370	25 550	0,4	109 880	1,8

Mouvements de main d'œuvre

Les mouvements de main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2023

Les évolutions récentes des mouvements de main d'œuvre ont été révisées ce trimestre, en raison d'une amélioration méthodologique concernant les modalités de prise en compte des données d'avant 2018 dans les corrections des variations saisonnières.

Au premier trimestre 2023, en Île-de-France, 2 018 900 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit +0,2 % par rapport au trimestre précédent (+0,7 % en France métropolitaine). 2 026 500 contrats prennent fin au premier trimestre 2023, soit +1,8 % par rapport au trimestre précédent (-0,3 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties, dorénavant voisin de zéro, s'est résorbé progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

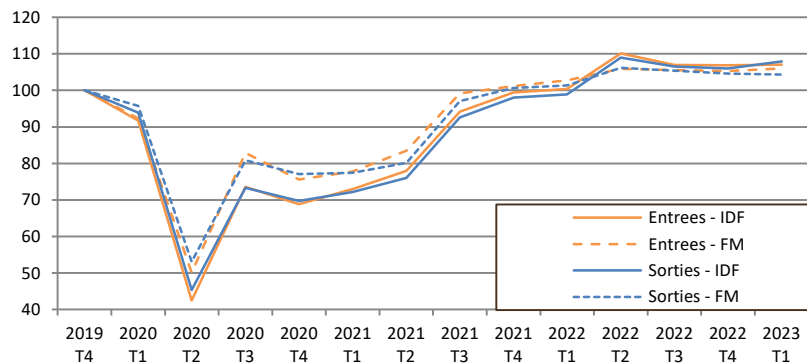
339 500 CDI sont signés, soit 0,8 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 349 300 CDI prennent fin (+7,4 %), dont 300 600 dans le tertiaire (+7,4 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

	Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)					Rapport T/T4 2019 (en %)
		T1 2023	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T1 2023
Entrées	Ensemble	2 019	9,8	-2,9	-0,1	0,2	107,0
	Industrie	34	3,0	4,1	-3,3	-0,1	104,0
	Construction	42	-0,5	1,6	0,9	0,8	105,5
	Tertiaire	1 943	10,1	-3,1	0,0	0,1	107,1
	CDD	1 679	11,5	-3,6	0,1	0,4	106,0
	CDI	339	1,6	0,7	-0,8	-0,8	112,5
Sorties	Ensemble	2 026	10,2	-2,3	-0,4	1,8	108,0
	Industrie	32	2,5	1,3	-4,5	3,9	101,8
	Construction	44	-0,1	2,9	1,0	6,4	115,5
	Tertiaire	1 950	10,6	-2,4	-0,4	1,7	107,9
	CDD	1 677	12,0	-2,8	-0,8	0,7	105,8
	CDI	349	1,2	0,7	1,5	7,4	119,8

Mouvements de main d'œuvre

(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 1^{er} trimestre 2023

L'activité intérimaire a été révisée sensiblement ce trimestre suite à des révisions méthodologiques, concernant notamment la localisation et le secteur d'activité des établissements. Tandis qu'à l'accoutumée, ces informations étaient issues des déclarations sociales nominatives ou des relevés de mission d'intérim, celles-ci sont aujourd'hui principalement extraites de Sirene et du Répertoire Commun des Déclarants.

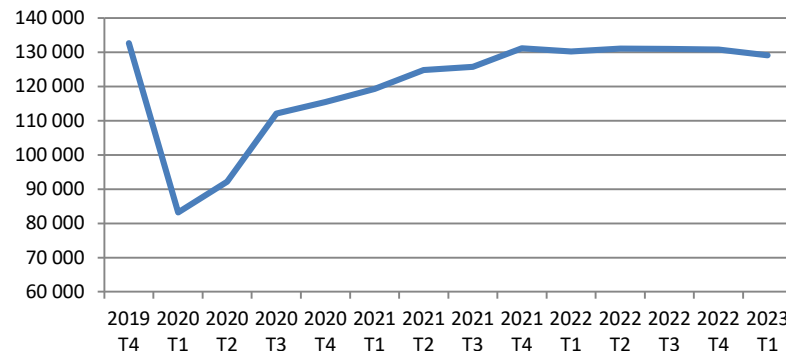
A la fin du premier trimestre 2023, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 129 100, il diminue de 1,3 % (soit -1700 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires baisse plus sensiblement (-2,2 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie baisse nettement (-1,9 % au premier trimestre, soit -400 intérimaires), après un quatrième trimestre en hausse de +1,9 %. Cette baisse est principalement due à la *Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (-6,8 %, soit -300 intérimaires) et à la *Fabrication de matériels de transport* (-7,3 %, soit -300 intérimaires), tandis que le nombre d'intérimaires augmente notamment dans la *Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements* (+11,8 %, soit +100 intérimaires).

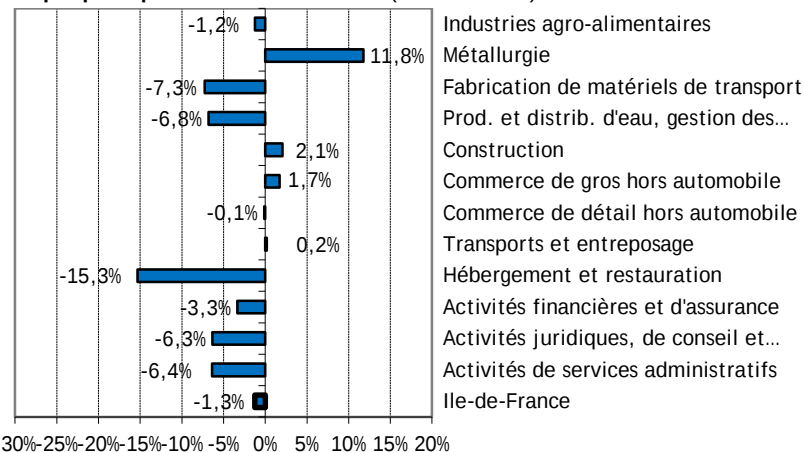
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente (+2,1 % soit +500 intérimaires) après quatre trimestres de baisses consécutives.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire baisse sensiblement (-2,1 % au premier trimestre, soit -1800 intérimaires). Cette diminution est surtout portée par l'*Hébergement-restauration* (-15,3 % après +15,4 %, soit -1000 intérimaires) et les *Activités de services administratifs et de soutien* (-6,4 %, soit -800 intérimaires).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 2ème trimestre 2023

En Île-de-France, au cours 2ème trimestre 2023, le nombre d'autorisations d'activité partielle* notifiées par les services des Drieets/Ddets continue de baisser, s'établissant à 850 pour l'ensemble des départements. Ce niveau reste néanmoins supérieur aux nombres de demandes enregistrées avant la crise sanitaire.

Plus de la moitié des demandes émanent des départements de Paris et de la petite couronne.

L'activité partielle de longue durée (APLD) représente 11% de ces demandes. La spécificité de ce dispositif mobilisable sur une durée maximale de 48 mois se traduit par des volumes d'heures demandées très conséquent, sans rapport avec le nombre d'heures qui seront réellement indemnisées *in fine*.

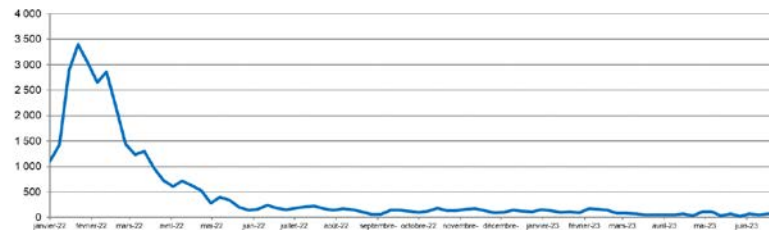
Entre le 1er mars 2020 et le 31 mars 2023, plus de 628 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France.

En termes de secteurs, l'hébergement restauration représente 40% des demandes d'autorisation du 2ème trimestre 2023.

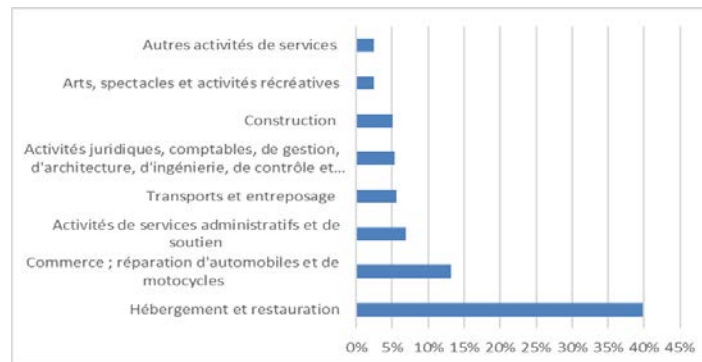
* Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.

Autorisations d'activité partielle au T2 2023	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	850	185	70	162	67	125	115	56	70
avril	222	58	17	39	17	26	32	8	25
mai	351	76	28	85	35	21	48	31	27
juin	277	51	25	38	15	78	35	17	18

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1er janvier 2022



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisation au 2ème trimestre 2023



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 2^e trimestre 2023

Au deuxième trimestre 2023, 56 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 25 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 3 432 emplois menacés* par des PSE et 1 908 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec moins de 13 000 emplois menacés sur la période. Avec près de 11 000 emplois menacés, le premier semestre de l'année 2023 marque un rebond des restructurations, tout en restant très éloigné des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au deuxième trimestre 2023, le secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (900). Le secteur des télécommunications est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 800 emplois menacés correspondant à 1,4% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (1 300), mais l'Essonne est le département qui connaît le plus fort impact sur l'emploi local (0,3%).

En 2022, quatre secteurs ont concentré plus de 55 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (3 500 emplois menacés), les activités informatiques et services d'information (1 400), les transports et entreposage (1 300) et la fabrication de matériel de transport (1 100).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

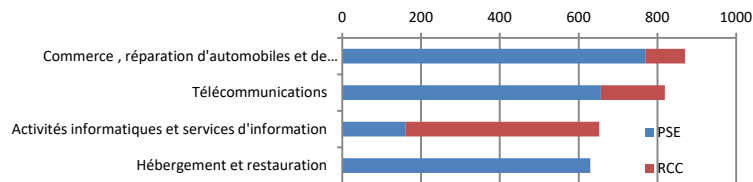
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T2 2023	56	24	6	1	2	14	5	2	2
PSE au T1 2023	58	12	1	5	7	22	5	3	3
RCC au T2 2023	25	11	0	1	4	7	1	0	1
RCC au T1 2023	12	5	1	2	0	3	0	0	1

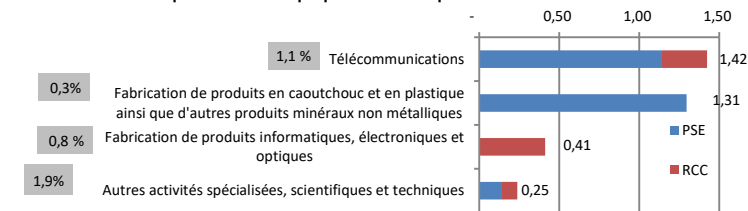
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T2 2023	3432	844	539	167	194	437	918	184	149
Emplois menacés par des PSE au T1 2023	4926	801	135	300	344	2710	227	216	193
Emplois menacés par des RCC au T2 2023	1908	459	0	48	1065	308	28	0	0
Emplois menacés par des RCC au T1 2023	688	374	17	9	0	209	1	13	65

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T2 2023



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T2 2023



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**